



## Revue de Presse 4 avril 2013

### CAHUZAC

#### AFP Infos Françaises

mercredi 3 avril 2013 - 19:25:02 GMT

#### **Cahuzac: pour Mélenchon, les mesures annoncées sont "des cataplasmes sur une jambe de bois"**

MULHOUSE (Haut-Rhin), 03 avr 2013 (AFP) - - Le co-président du Parti de Gauche Jean-Luc **Mélenchon** a qualifié mercredi les mesures annoncées par le président François Hollande à la suite de l'affaire Cahuzac de "cataplasmes sur une jambe de bois", en marge d'un meeting à Mulhouse (Haut-Rhin).

François Hollande "a toujours préféré faire confiance à des technocrates, des copains de promotion de l'ENA et des dirigeants politiques sans aucune consistance idéologique", a lancé M. **Mélenchon** devant des journalistes, avant de participer à un meeting du Front de Gauche.

Les hommes comme M. Cahuzac, qu'il a qualifié d'"espèce de pourri qui s'accordait avec l'extrême droite", sont "immaîtrisables parce qu'on ne sait ce qui fait le sens de leur vie", a-t-il dit, appelant les militants "à être très sévères à l'égard d'un tel système".

Les mesures annoncées par le président de la République "sont des cataplasmes sur une jambe de bois" et la Ve République est "un système à l'agonie", a-t-il poursuivi, ajoutant qu'il aurait, à la place de François Hollande, "convoqué la Constituante".

"Lui ne fera rien de tout ça. C'est un homme qui est totalement débordé aujourd'hui par la situation, il ne sait que faire", a-t-il ajouté, estimant que le fonctionnement "pyramidal" des institutions était "le meilleur des vecteurs pour l'impunité".

Le co-président du Parti de Gauche a mis en cause "le petit monde des oligarques", mais aussi "la classe médiatique" dans le traitement de l'affaire Cahuzac. "S'il n'y avait pas eu Mediapart, on n'aurait rien su", a-t-il souligné.

"Comment se fait-il que tous les autres aient tenu pour suspect Mediapart? Comment se fait-il que maintenant on voie autant de gens dire +je ne savais rien+", a-t-il demandé par la suite sous les applaudissements de plusieurs centaines de personnes venues assister au meeting.

"La chaîne des mensonges semble être plus longue qu'on nous l'avait d'abord dit. Ne croyez pas qu'un replâtrage suffira, c'est d'un changement politique profond dont le pays et l'Europe ont besoin", a poursuivi Jean-Luc **Mélenchon**.

## **Le Monde**

**Politique, vendredi 5 avril 2013, p. 11**

### **Mélenchon et les siens fustigent " l'oligarchie "**

Jean-Luc **Mélenchon** et les siens continuent à taper dur après les révélations de Jérôme Cahuzac. " Du balai l'oligarchie. Du balai la Ve République. Du balai la caste corrompue qui pleure avec Cahuzac la maladresse coupable du meilleur des siens ", écrit ainsi François Delapierre, le bras droit du coprésident du Parti de gauche, sur son blog. Mardi 2 avril, M. **Mélenchon** avait employé les mêmes mots dans un communiqué lapidaire où il dénonçait " un monde de menteurs, de fuyards du fisc et de cyniques ". " Du balai ", intimait-il après s'être interrogé pour savoir où " s'arrête la chaîne des mensonges ".

Au Front de gauche, les explications du gouvernement sont jugées insuffisantes. " Je récusé l'idée que la seule lecture soit individuelle, indique M. Delapierre. C'est une manière commode de se débarrasser du problème. " Même son de cloche au Parti communiste. " Il va falloir que tout le monde s'explique et Pierre Moscovici, le ministre de tutelle, en premier lieu ", juge également Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF. M. Delapierre va plus loin : " A minima, Moscovici devrait partir. "

Les mesures annoncées par le président de la République mercredi ne sont pas non plus de nature à rassurer. " Un cautère sur une jambe de bois ", pour Martine Billard, coprésidente du PG. " Il faut aller à la racine du problème ", réclame Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, qui déplore que la lutte contre la fraude fiscale n'ait pas été mise " au centre des propos alors que l'affaire Cahuzac en est le symbole ".

" Autorité fracassée "

Tous partagent la même certitude : le gouvernement et sa politique sont affaiblis. " La gauche n'est pas la droite et le parti pris historique de la gauche, c'est le peuple, la transparence et la démocratie, regardez ce que vient de perdre le gouvernement en 24 heures ", souligne Marie-Pierre Vieu, de la direction du PCF. " L'autorité du gouvernement sort fracassée de la séquence, renchérit M. Delapierre. Ça jette un voile sur la réalité du combat contre la finance de François Hollande. " Pour Eric Coquerel, c'est un " moment possible de bifurcation " : le secrétaire national du PG appelle ceux qui à gauche ne sont pas satisfaits de cette politique à choisir leur camp. " Sinon, ils seront emmenés par cette boue ", juge-t-il.

Raphaëlle Besse Desmoulières

## **AFP Infos Mondiales**

**jeudi 4 avril 2013 - 09:38:52 GMT**

### **France: la crise politique redouble, pression accrue pour un remaniement**

PARIS, 04 avr 2013 (AFP) - - La crise politique en France provoquée par le scandale Cahuzac a rebondi jeudi après la révélation de la détention par un proche de François Hollande de sociétés offshore aux Caïmans, alors que la pression de l'opposition s'accroît pour un changement de gouvernement.

Après l'inculpation de l'ex-ministre français du Budget pour fraude fiscale, le journal Le Monde affirme que le trésorier de la campagne présidentielle du chef de l'Etat, Jean-Jacques Augier, était actionnaire de sociétés offshore aux îles Caïmans, un paradis fiscal.

"Rien n'est illégal", s'est défendu M. Augier au Monde, affirmant n'avoir "ni compte bancaire personnel ouvert aux Caïmans ni investissement personnel direct dans ce territoire". Il a également indiqué que le chef de l'Etat français n'était pas au courant de ses affaires.

L'information, qui entre dans le cadre de la publication d'une longue investigation sur les services offshore dans le monde par un réseau de 36 médias autour du globe, n'est pas de nature à faciliter les tentatives du président pour clore l'affaire des mensonges de Jérôme Cahuzac et de son compte secret détenu en Suisse puis à Singapour.

Ses annonces mercredi de projets de loi sur la moralisation de la vie publique ont été jugées insuffisantes par l'opposition de droite, l'extrême droite et la gauche radicale.

Ce sont des "cataplasmes sur une jambe de bois", a ainsi ironisé le représentant de ce dernier mouvement, Jean-Luc **Mélenchon** (Parti de Gauche).

Emboîtant le pas au Front national (extrême droite), le chef de l'UMP, premier parti d'opposition de droite, Jean-François Copé, a appelé le président à "changer complètement son gouvernement". "La seule issue possible, la seule, est qu'un remaniement gouvernemental de grande ampleur, Premier ministre y compris, permette à François Hollande de redonner un peu de sérénité à notre pays, de changer de politique", a-t-il insisté.

### Climat empoisonné

Pour une bonne partie des médias français, la situation est "intenable" pour François Hollande, comme le titre le quotidien populaire Le Parisien. La presse européenne n'est pas en reste et juge aussi que le "tsunami politique" affaiblit encore un peu plus un président français déjà au plus bas dans les sondages.

Pour le quotidien espagnol El Pais, le président "se trouve en première ligne des critiques, accusé d'ingénuité excessive dans le meilleur des cas, et de complicité dans les mensonges de son ministre, au pire". Le journal britannique Daily Telegraph stigmatise pour sa part "l'un des pires scandales dans l'histoire moderne de la France".

En visite d'Etat au Maroc pour deux jours, François Hollande s'est abstenu jusqu'à présent de tout commentaire sur la crise politique en France.

L'un de ses ministres les plus fidèles, Bernard Cazeneuve a tenté jeudi de minimiser l'impact de l'affaire Cahuzac : "C'est un manquement individuel très grave. Ce n'est pas la mise en place d'un système de corruption qui atteindrait un parti, un groupe, un Etat", a dit le nouveau ministre du Budget à la radio Europe 1.

Au sein de l'exécutif cependant, l'affaire continue de faire des vagues.

Accusé d'avoir protégé Jérôme Cahuzac, qu'il avait sous sa tutelle, le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, ne cesse depuis mardi de rejeter "fermement" les allégations de complaisance ou de dissimulation.

Illustration du climat empoisonné au sein du gouvernement, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a déclaré à la chaîne BFM-TV que s'il avait été Premier ministre, il aurait "sans doute" renvoyé un ministre qui lui aurait manqué de respect.

Il était interrogé sur des remarques de son collègue à l'industrie, Arnaud Montebourg, qui a reproché à Jean-Marc Ayrault de gérer "la France comme le conseil municipal de Nantes", ville dont le Premier ministre a été le maire.

prh/kat/jh

### **Le Monde**

**Événement, jeudi 4 avril 2013, p. 2**

### **RÉCIT**

### **L'onde de choc de l'affaire Cahuzac atteint Hollande**

Face à la gravité de la crise provoquée par l'aveu de Jérôme Cahuzac, le chef de l'Etat devait faire

une déclaration télévisée, mercredi 3 avril

Sa démission, première secousse morale de la présidence Hollande, avait déjà sérieusement ébranlé cette dernière. Sa confession, mardi 2 avril, fait sur elle l'effet d'une réplique plus dévastatrice encore. Magnitude sur l'échelle politique : " Maximale ", résume un député PS. " Comparable à l'affaire Nafissatou Diallo ", ajoute un poids lourd de la majorité. François Hollande devait faire une déclaration télévisée à l'issue du conseil des ministres, mercredi 3 avril.

L'aveu circonstancié de Jérôme Cahuzac, qui reconnaît avoir détenu un compte à l'étranger, concomitant à la mise en examen pour " blanchiment de fraude fiscale " et " blanchiment de fonds provenant d'avantages procurés par une entreprise dont les services ou produits sont pris en charge par la Sécurité sociale " de l'ancien ministre du budget précisément chargé de la répression de la fraude fiscale, constitue assurément le coup le plus terrible porté à la présidence Hollande depuis le 6 mai 2012.

Le pouvoir socialiste, dans cette affaire, était déjà confronté au soupçon. Le voilà désormais englué dans le mensonge politique, celui de M. Cahuzac, qui après plus de quatre mois d'ardentes dénégations a confirmé mardi sur son blog être le bénéficiaire d'un compte bancaire à l'étranger " depuis une vingtaine d'années ".

La " spirale du mensonge " " A Monsieur le président de la République, au premier ministre, à mes anciens collègues du gouvernement, je demande pardon du dommage que je leur ai causé ", implore le ministre déchu, qui l'assure : " J'ai été pris dans une spirale du mensonge et m'y suis fourvoyé. Je suis dévasté par le remords. " Cette repentance, pourtant, n'y change rien. Pour l'exécutif et la majorité, saisis de vertige, les dégâts sont considérables. Alarmiste constat d'un parlementaire : " D'où vient l'argent? C'est une pelote qui va désormais être déroulée. Nous allons aller de Charybde en Scylla... "

Officiellement, ce n'est que mardi dans l'après-midi que François Hollande, " avec stupéfaction et une forme de colère froide d'avoir été ainsi floué ", selon un proche, aurait appris la nouvelle. Comme il aurait découvert le communiqué du procureur annonçant l'ouverture d'une information judiciaire, le 19 mars. " Je n'avais rien, je ne devais rien avoir. Sinon, cela aurait voulu dire que le procureur m'aurait informé ", glissait alors à ses proches le chef de l'Etat, soucieux d'afficher une stricte non-ingérence dans les affaires du parquet.

La ligne de défense de l'Elysée

Si l'Elysée, de façon étonnante, assure n'avoir disposé avant cette date d'aucun élément susceptible de justifier une éviction de M. Cahuzac, il avait alors prestement acté l'ouverture d'une information judiciaire pour organiser sa démission dans l'espoir de couper court au " feuilleton ". Las : le dernier épisode dépasse toutes les plus noires hypothèses échafaudées au Palais. " La vie ne s'arrête pas à l'Elysée ", assurait mardi un collaborateur du chef de l'Etat, soulignant que ce dernier avait très normalement sacrifié à l'agenda officiel : une remise de décorations et, ironie du calendrier, un rendez-vous avec son ministre de l'économie, Pierre Moscovici, visiblement sonné.

La ligne de défense est calée. Dans ce qui ressemble fort à la première affaire du quinquennat, le président, à qui M. Cahuzac avait " dès le premier jour " juré n'avoir jamais possédé de compte au cours d'un désormais fameux tête à tête, a choisi de fustiger dans un communiqué un abus de confiance politique : " En niant l'existence de ce compte devant les plus hautes autorités du pays ainsi que devant la représentation nationale, il a commis une impardonnable faute morale. " Registre de la " faute morale ", repris à son compte par le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, dépêché un peu plus tard en urgence au " 20 heures " de France 2 : " Je n'avais aucune raison de ne pas le croire, tout comme le président et les députés ", a-t-il avancé, plaidant l'ignorance.

Des ministres KO debout Au gouvernement, les ministres sont sous le choc, comme KO debout. " Je suis catastrophé par ce mensonge, je ne peux pas dire autre chose ", s'étouffe le ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll. " Je ressens stupéfaction et colère, s'indigne François Lamy, ministre

délégué à la ville. C'est ahurissant. On l'avait cru... " A l'Assemblée nationale, autre théâtre de la tromperie politique de M. Cahuzac, " la foudre a frappé le groupe PS ", indique un de ses dirigeants, en séance. " Trahison ", " stupéfaction ", " déception " : rires nerveux et visages fermés, les députés socialistes enragent. " Ne me demandez pas, je suis en colère! ", lâche le député socialiste des Français de l'étranger Pouria Amirshahi.

Le bannissement Avec l'ancien collègue, le cordon politique est bel et bien coupé. " La parole prononcée dans l'Hémicycle est sacrée. Au-delà de ma consternation et de ma colère, avoir menti devant la représentation nationale est impardonnable ", tranche le président de l'Assemblée, Claude Bartolone, dans un communiqué lapidaire. Si le mis en examen a jusqu'au 19 avril - un mois après sa démission - pour récupérer son siège, sans quoi une élection législative partielle devra avoir lieu, la question du retour de l'ancien député de Lot-et-Garonne, ici, ne se pose même pas.

Le verdict est unanime : le bannissement. Jean-Marc Ayrault demande publiquement à M. Cahuzac " de ne plus exercer de responsabilité politique quelle qu'elle soit ". " Pour nous, il est évident qu'il s'est mis de facto en dehors du parti ", lâche le porte-parole David Assouline un peu plus tard en marge du bureau national du PS. Au siège du parti, le ton est ferme, mais l'embarras général. La direction avait prévu de lancer une vaste opération de " riposte " contre ce qu'elle considère comme une " radicalisation " de la droite. Dommage...

Plusieurs responsables socialistes - les sénateurs François Rebsamen, Luc Carvounas ou Frédérique Espagnac entre autres - quittent discrètement la rue de Solferino par une porte annexe pour éviter la presse. Harlem Désir, lui, se replie dans son bureau au premier étage. " Je retourne jeudi dans ma circonscription, j'ai peur de ce qui m'attend ", confie un député du Sud. " Ça pue! ", ajoute un autre. Mercredi 3 avril, au matin, le premier secrétaire du Parti socialiste a annoncé que Jérôme Cahuzac s'était exclu " de fait " du PS.

Les coups ont sans tardé plu de toutes parts sur les socialistes. Venus de la droite, d'abord, laquelle a de bonne guerre tenté de mouiller dans l'affaire le couple exécutif. Ainsi le patron des députés UMP, Christian Jacob, qui a " du mal à imaginer que Hollande et Ayrault n'aient pas été au courant de la situation ". Ou encore le président de l'UMP, Jean-François Copé, pour qui le dossier Cahuzac " signe définitivement la fin de la gauche morale " et qui demande au président de " s'en expliquer devant les Français ".

**Mélenchon** : " Du balai! " Mais c'est de la gauche de la gauche que sont venues les charges les plus virulentes. " Coup de poignard pour la démocratie " et " mensonge d'Etat " selon Pascal Durand, secrétaire national d'EELV; " bombe politique " et " scandale d'Etat " pour Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF. Sans doute communistes et écologistes ont-ils éprouvé l'impérieuse nécessité de se démarquer bruyamment des socialistes.

Mais c'est le leader du Front de gauche, Jean-Luc **Mélenchon**, qui, sans surprise, a frappé le plus fort, dans un communiqué d'une rare violence à l'égard de ses anciens camarades : " Cahuzac a avoué. Ses aveux en appellent d'autres (...) Les ennemis de l'amnistie sociale pratiquaient donc l'amnistie de caste. Un monde de menteurs, de fuyards du fisc et de cyniques révèle son existence. Du balai! "

C'est précisément ce que souhaitent éviter l'Elysée et Matignon : que l'opprobre rejaillisse sur l'ensemble de l'exécutif. Un proche du président va jusqu'à décrire le duo exécutif en victimes : " Pour quelle raison le président et le premier ministre devraient-ils s'excuser puisqu'ils ont été trompés? Quelle forme de responsabilité voulez-vous qu'ils aient dans cette affaire? " Et ce conseiller d'insister sur la dimension " personnelle " de la faute, " impardonnable, inacceptable, irresponsable et incompréhensible ".

Mais nul, dans les rangs de l'exécutif, ne doute en réalité du fait que l'affaire, par capillarité, salira la majorité dans son ensemble. " C'est dramatique, résume un conseiller ministériel. Quoi qu'on ait pu faire, quelle que soit la vertu du président et de son gouvernement, ça va rejaillir sur eux. Tu ne pourras pas empêcher le citoyen lambda de penser qu'il s'agit encore de magouilles et que la gauche

est impliquée. Alors que personne, à part, Cahuzac n'a trempé dedans. " Un ministre résume, lapidaire et amer : " On va tous manger. "

David Revault d'Allonnes avec Hélène Bekmezian et Bastien Bonnefous

**Le Figaro, jeudi 4 avril 2013, p. 4**

**Politique**

**La gauche de la gauche dénonce « un scandale d'État »**

Sophie de Ravinel @S2RVNL @S2RVNL

« D'ABORD on est stupéfait, ensuite on est absolument dégoûté. Voilà le prototype de ce que l'on appelle un salaud ! » Mercredi matin sur France2, comme la veille sur RTL, l'ex-candidat du Front de gauche à la présidentielle, Jean-Luc **Mélenchon**, s'est montré particulièrement virulent sur l'affaire Cahuzac. Sans pour autant cantonner sa réaction à une sorte de revanche personnelle face à l'ancien ministre du Budget qui l'avait mis en difficulté lors d'un débat télévisé en janvier dernier. Pour **Mélenchon**, Cahuzac, « c'est l'oligarchie des gens qui se sentent au-dessus des lois, au-dessus de tout, qui sont capables de mentir avec un aplomb absolument extraordinaire et d'entraîner tous les autres dans leur mensonge... » .

Tout un système dénoncé par le coprésident du Parti de gauche qui ne croit « plus personne » . Surtout pas le premier ministre Jean-Marc Ayrault qui a assuré mardi soir n'avoir été au courant de rien ou le ministre de l'Économie, Pierre Moscovici, « qui a fait donner l'information selon laquelle on pouvait être tranquille, il n'y avait pas de compte en Suisse » . « Les institutions de notre pays doivent être revues de fond en comble » , a-t-il préconisé, faisant de François Hollande « un homme débordé, qui ne sait plus de quel côté aller » .

**Mélenchon** reconnaît que la situation chaotique pourrait profiter au Front de gauche autant qu'au Front national. « J'espère que ça fera aussi voter les gens pour nous » , a-t-il indiqué mardi sur RTL, précisant mercredi que « c'est surtout au pays que ça va nuire » .

Pas question pour les communistes, alliés au sein du Front de gauche, d'avouer vouloir tirer un quelconque profit de cette affaire. C'est un « scandale d'État » , le « cumul de tout ce que nous devons et tout ce que nous devrions détester en politique quand on est de gauche : le fric, l'arrogance et le mensonge » , a dit Pierre Laurent, secrétaire national du PCF.

Mercredi, après l'intervention de François Hollande, le numéro un communiste a jugé « indispensables mais insuffisantes » les propositions du chef de l'État - indépendance de la justice, lutte contre les conflits d'intérêts et interdiction de tout mandat public pour les élus condamnés. « Cette fois-ci, les bonnes intentions ne suffiront pas » , a prévenu Pierre Laurent qui veut « attaquer à la racine » les « conflits d'intérêts entre les puissances de l'argent et les pouvoirs politiques » . Objectif : « empêcher le « tous pourris » de prospérer et d'empoisonner la vie politique » .

Porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles dénonce ainsi les conséquences du « choc terrifiant » qui jette l'opprobre sur l'ensemble de la classe politique, « alors que des milliers et des milliers d'élus dans le pays, désintéressés, ne travaillent que pour l'intérêt général. »

Chez les Verts, la réaction n'a pas été moins forte alors que fin mars, après la démission de Jérôme Cahuzac et la mise en examen de Nicolas Sarkozy, l'ex-candidate EELV à la présidentielle Eva Joly avait déjà demandé « un plan d'urgence contre les affaires » et une « opération « mains propres » à la française » . Mercredi, le groupe écologiste du Sénat s'est ainsi déclaré « scandalisé » et « profondément indigné » , rappelant « son attachement à la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale, plus urgente que jamais et dont le manque à gagner est estimé à 40 milliards d'euros par an » . Les élus écologistes du Sénat ont souligné les « conséquences terriblement néfastes en matière de crédibilité de l'ensemble du monde politique » .

À l'Assemblée, le coprésident du groupe EELV, François de Rugy, a appelé à la création d'un «

Haut-commissaire à la transparence et à la lutte contre les conflits d'intérêt » pour susciter un « choc de confiance ». « La colère des Français est légitime, nous-mêmes nous partageons cette colère », a-t-il indiqué, voulant lutter contre « la fatalité » du « climat de soupçon entre les citoyens et leurs élus ». Le groupe a annoncé son intention de redéposer une proposition de loi relative à la transparence de la vie publique et la prévention des conflits d'intérêts.

**La Nouvelle République du Centre-Ouest**  
**INFORMATIONS GENERALES**  
**POLITIQUE, jeudi 4 avril 2013, p. 37**  
**FRANCE Société**

**" La République morale est morte "**

ddaumin

Curieusement, on ne l'entendait plus. Comme si l'enchaînement des faits et l'accélération de l'actualité la dispensaient de commentaires. Éclipsant un instant Jean-Luc **Mélenchon**, qui vole d'un micro à l'autre depuis mardi soir, Marine Le Pen a demandé hier midi la démission du gouvernement et la dissolution de l'Assemblée. « Le mensonge d'Etat au plus haut niveau » l'exigerait, estime la responsable nationaliste qui expédie d'un haussement d'épaule les mesures de moralisation dessinées par François Hollande, un instant plus tôt. « Toute condamnation pénale dans l'exercice d'un mandat devrait conduire à l'inéligibilité à vie » pilonne la présidente frontiste, ciblant nommément Jean-Marc Ayrault et Harlem Désir, autrefois poursuivis et sanctionnés. L'avocate enjambe les précautions qu'impose la prescription et feint de s'étonner de ce que la Constitution exige une année pleine à la législature avant d'envisager une dissolution. « Les Français attendront un peu encore ». Détail, au fond.

L'implication supposée de l'un de ses proches, Philippe Pennequin, dans l'ouverture en 1992 d'un compte en Suisse au nom de Jérôme Cahuzac dont il était ami, est promptement évacuée. « Ouvrir un compte n'est pas un délit » rappelle la présidente frontiste. Sans responsabilités politiques à l'époque elle lit dans ces révélations tardives, l'évidente intention de lui nuire. Dans l'intervalle et tandis que Jean-Marc Ayrault, seul face à la mitraille parlementaire, battait douloureusement (et laborieusement) sa coulpe, les réactions affluaient, surenchérissant dans l'indignation.

**" Moscovici « au service de la vérité "**

Inflexibles, Jean-François Copé et son ami Christian Jacob, président du groupe UMP à l'Assemblée, assimilent à « une dérobade » les dénégations de l'exécutif. Une refonte intégrale du gouvernement n'est plus différable, estiment-ils. Les duettistes soupçonnent Pierre Moscovici, le ministre de l'Économie, d'avoir tenté de blanchir son collègue du budget en instrumentalisant l'administration fiscale. Visé depuis le début de la matinée, l'intéressé s'en défend avec véhémence, assurant s'être mis dès l'origine « au service de la vérité » sans parfaitement convaincre. Pour Patrick Ollier (autrefois ministre et prié de démissionner en 2011) « la République morale de M. Hollande est bel et bien morte ». Pratiques, les centristes de l'UDI demandent une commission d'enquête sur l'ensemble de l'affaire. Mais c'est à gauche, où la troupe socialiste et ses alliés se sentent « cocufiés » selon le mot d'Audrey Pulvar, que les critiques se montrent les plus acerbes. Légitimant la colère qu'il sent monter chez les Français, François de Rugy, au nom des écologistes réclame « un choc de confiance ». Le porte-parole du groupe EELV s'apprête à redéposer une proposition sur la transparence de la vie publique, écartée en 2011 par la majorité de droite. Est-il encore temps ? Nathalie Artaud qui fut la candidate de Lutte Ouvrière en 2012 en doute et voit dans cette affaire le symptôme de la pourriture capitaliste s'accélérer. « Ce système des mêmes, toujours aux mêmes places » s'emporte en écho Jean-Luc **Mélenchon** pour lequel Jérôme Cahuzac incarne le salaud sartrien, engoncé dans une bonne conscience de façade. Elle révolte jusqu'aux larmes, Gérard Filoche. Le dirigeant socialiste adosse le mensonge « les yeux dans les yeux » de l'ex ministre du Budget « aux cinq millions de chômeurs et aux dix millions de pauvres de ce pays ».

Dans un silence embarrassé, Harlem Désir croit devoir s'émerveiller de « la fermeté absolue » du président de la République. C'est presque une faute, elle ne tardera pas à lui être reprochée.

Denis Daumin

## REFERENDUM ALSACE

### AFP Infos Françaises

**mercredi 3 avril 2013 - 20:05:21 GMT**

#### **Mélenchon: la fusion des collectivités en Alsace, une volonté de "démembrer" la République**

MULHOUSE (Haut-Rhin), 03 avr 2013 (AFP) - - Le co-président du Parti de Gauche Jean-Luc **Mélenchon** a fustigé mercredi soir à Mulhouse (Haut-Rhin) le projet de fusion des collectivités en Alsace, qui traduit selon lui "une volonté de démembrer l'unité et l'indivisibilité de la République". "Si vous mettez le doigt dans cet engrenage des féodalités locales, c'est la France que vous défaites, ce n'est pas l'Alsace que vous construisez", a-t-il dit devant des journalistes lors d'un meeting du Front de Gauche, auquel ont assisté plusieurs centaines de personnes.

Les Alsaciens doivent se prononcer par référendum dimanche sur la fusion du conseil général du Haut-Rhin, de celui du Bas-Rhin et de leur conseil régional. Les promoteurs du projet mettent en avant la nécessité d'une administration plus simple et plus efficace, avec des économies à la clé.

"Je ne vois pas en quoi cela simplifie quelque chose, j'ai plutôt l'impression que ça rend encore plus compliqué", a dit M. **Mélenchon**, estimant que "beaucoup de postes de présidents vont être créés" dans la nouvelle collectivité unique.

"Il y a la volonté de démembrer l'unité et l'indivisibilité de la République pour des raisons idéologiques", a-t-il poursuivi. Selon lui ce projet est "un prétexte pour constituer la seigneurie de M. (Philippe) Richert", le président UMP du conseil régional d'Alsace.

Le co-président du Parti de Gauche a aussi raillé la direction nationale du PS "qui n'a pas d'avis" sur cette réforme, les instances alsaciennes du parti socialiste étant divisées à ce sujet.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, qui participait au meeting, a aussi mis en garde contre ce projet de fusion alsacien. "Une des compétences que recherchent les futurs dirigeants de droite de la région c'est une possibilité d'adaptation du droit du travail", a-t-il notamment affirmé, exprimant la crainte d'un "dumping social" entre régions.

cds/mct/DS

### Reuters général

**jeudi 4 avril 2013 - 09:28:42 GMT**

#### **France-L'Alsace invitée à tester la fusion des collectivités**

\* Un projet qui divise la classe politique

\* Une "première" en France

STRASBOURG, 4 avril (Reuters) - "Anschluss" pour ses détracteurs, opportunité "historique" pour ses partisans, les électeurs alsaciens sont appelés dimanche aux urnes pour se prononcer sur une "première" en France, le projet de création d'une collectivité territoriale unique.

S'ils acceptent de fusionner leur conseil régional et les deux conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin en une seule collectivité territoriale, l'Alsace sera la seule région métropolitaine à voir disparaître l'échelon départemental, comme le permet la loi de décentralisation du 16 décembre 2010.

Bien que le "oui" soit crédité de 75% des voix, selon un récent sondage, le résultat reste incertain eu égard aux critères fixés par cette même loi.

Pour s'imposer, le projet devra être approuvé par une majorité d'électeurs représentant au moins 25% des inscrits dans chacun des deux départements de la plus petite région française.

Philippe Richert, président UMP du conseil régional, qui a porté ce projet, s'efforce de mobiliser l'électorat en évoquant un choix "historique".

"Par le passé, les évolutions nous ont toujours été imposées. Pour la première fois de son Histoire, l'Alsace choisira son destin", a-t-il dit dans le quotidien L'Alsace.

"La vraie question porte sur la manière dont l'Alsace veut s'organiser au XXIème siècle pour être plus efficace et rayonner davantage", ajoutait l'ancien ministre des collectivités territoriales de Nicolas Sarkozy.

Au-delà de la possibilité de réaliser des économies, souvent mise en avant, l'enjeu réside surtout, pour les artisans du projet, dans le renforcement du pouvoir régional et les compétences nouvelles auxquels pourra prétendre la collectivité unique.

#### COOPÉRATION AVEC L'ALLEMAGNE

La possibilité d'une coopération sur des bases plus égales avec les puissantes régions voisines, le Land allemand de Bade-Wurtemberg et le canton suisse de Bâle, est souvent évoquée.

La question posée ne porte que sur la fusion des collectivités mais il a fallu deux ans aux présidents des trois collectivités, tous UMP, pour s'accorder sur sa formulation et la rédaction du projet d'organisation institutionnelle.

Charles Buttner, président du conseil général du Haut-Rhin, craignait que son département, moins peuplé et économiquement plus fragile, passe sous la coupe du Bas-Rhin et de sa capitale, Strasbourg.

Il y a un an, ce proviseur qualifiait encore d'Anschluss - référence à l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne en 1938 -, le projet défendu par Philippe Richert et son homologue bas-rhinois Guy-Dominique Kennel.

Ses craintes n'ont été vaincues qu'au prix d'une architecture complexe que d'aucuns qualifient "d'usine à gaz".

Le siège de la future collectivité serait à Strasbourg mais seule l'assemblée délibérante s'y réunirait tandis que l'exécutif siègerait à Colmar, préfecture du Haut-Rhin.

Bénéficiant d'une approbation critique des écologistes, le projet a provoqué une fissure au sein du PS.

"Pour préserver quelques baronnies, vous avez recréé le mille-feuille administratif mais au sein d'une même collectivité", a jugé Anne-Pernelle Richardot, conseillère régionale socialiste et adjointe au maire de Strasbourg, en refusant d'approuver le projet le 25 janvier dernier.

#### FORTES OPPOSITIONS

Fâchée du sort fait à Strasbourg, principal bastion socialiste dans la région, la fédération PS du Bas-Rhin lui a emboîté le pas en appelant à voter non, le maire Roland Ries laissant entendre qu'il s'abstiendrait.

"Je préfère le risque du mouvement au confort de l'immobilisme", a expliqué pour sa part Antoine Homé, conseiller régional du Haut-Rhin.

Au-delà des querelles de clocher, les oppositions de fond sont venues de certains syndicats comme FO et la CGT, pour qui les pouvoirs réglementaires dont la région pourrait être dotée, notamment en matière de droit du travail, seraient une menace pour les droits sociaux.

Jean-Claude Mailly, le secrétaire confédéral de Force ouvrière, s'est déplacé pour appeler à voter non, soulignant que sa centrale n'avait plus donné de consigne de vote depuis le référendum de 1969.

L'extrême-droite et l'extrême gauche se sont retrouvées pour estimer que la nation était en danger.

"Alsaciens, c'est la France que vous défaites, ce n'est pas l'Alsace que vous construisez", a affirmé Jean-Luc **Mélenchon**, coprésident du Parti de gauche, lors d'un meeting à Mulhouse.

"Ce serait le début du détricotage de la République", avait dit, quelques semaines auparavant, Marine Le Pen, désavouant au passage le responsable régional du Front national d'abord favorable au projet.

Sur l'affiche du FN, un homme fumant cigare et portant des bagues à l'effigie des drapeaux allemand et européen agrippe une Alsacienne qui se réfugie dans les bras de Marianne. (Edité par Yves Clarisse)

**Le Figaro.fr**

**lefigaro.fr, jeudi 4 avril 2013**

**Politique Actualité**

**Mélenchon combat la fusion des collectivités alsaciennes**

de Ravinel, Sophie

En meeting à Mulhouse, l'ancien candidat du Front de gauche à l'Élysée a dénoncé «la volonté de démembrer l'unité et l'indivisibilité de la République».

Mulhouse

Pour Jean-Luc **Mélenchon**, c'est non. Non à la collectivité territoriale d'Alsace sur laquelle les électeurs alsaciens doivent s'exprimer dimanche, lors d'un référendum. Objet de cette consultation: la fusion, inédite en France, de leurs assemblées départementales et régionale. Le coprésident du Parti de gauche, allié des communistes au sein du Front de gauche, s'est déplacé mercredi soir à Mulhouse pour le redire devant plusieurs centaines de personnes. Il a dénoncé «la volonté de démembrer l'unité et l'indivisibilité de la République pour des raisons idéologiques». «Ceux qui vous proposent de faire l'Alsace vous proposent de le faire en défaisant la France», a-t-il lancé, indiquant que «l'Alsace est celle de ceux qui travaillent, aiment, rêvent et pensent leur pays tout entier».

Sur son blog, l'ex candidat à la présidentielle avait prévenu que «le choix d'une fusion est le premier pas d'une autonomisation législative qui, tôt ou tard, permettra une adaptation régionale du code du travail et du droit». Or selon lui, si le oui l'emportait sur le non «alors la voie serait ouverte à d'autres conseils régionaux et généraux qui manifesteraient bientôt leur volonté d'un même processus». Pour **Mélenchon**, «ce n'est rien de moins que les anciennes provinces qui renaîtraient de leurs cendres dans le cadre du projet néolibéral d'une Europe des régions». Et de là, «la mise en concurrence de territoires dans une compétition féroce où les plus riches triompheront...»

Mercredi soir à Mulhouse, avec Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, Jean-Luc **Mélenchon** a encore dénoncé «la volonté de démembrer l'unité et l'indivisibilité de la République pour des raisons idéologiques», assurant que ce projet est «un prétexte» pour constituer «la seigneurie» de Philippe Richert, président UMP du conseil régional d'Alsace. Et raillant les socialistes, divisés sur le sujet. «Si vous mettez le doigt dans cet engrenage des féodalités locales, c'est la France que vous défaites, ce n'est pas l'Alsace que vous construisez», a prévenu Jean-Luc **Mélenchon** qui est la seule personnalité politique nationale, avec Marine Le Pen, à avoir fait le déplacement. La présidente du Front national s'est déplacée elle aussi à Mulhouse.

Promoteur de la réforme susceptible de s'appliquer seulement après les prochaines élections

territoriales, en 2015, Philippe Richert défend «une Alsace forte pour une France forte». Pour être adopté, ce référendum doit être entériné par au moins 25 % des électeurs inscrits dans chacun des deux départements alsaciens, Bas-Rhin et Haut-Rhin.

## **AFP Infos Françaises**

**jeudi 4 avril 2013 - 08:46:34 GMT**

### **En Alsace, un référendum pour une réforme régionale inédite**

STRASBOURG, 04 avr 2013 (AFP) - - Les Alsaciens sont appelés dimanche aux urnes pour un référendum qui, si le oui l'emporte, ouvrirait à la voie à une fusion, inédite en France, de leurs assemblées départementales et régionale.

Censé, selon ses partisans, renforcer le poids de l'Alsace, le "oui" part favori. Mais l'issue de ce référendum d'initiative régionale est rendue incertaine par le taux d'abstention attendu dans le plus petit des deux départements concernés, le Haut-Rhin.

"Moi c'est sûr j'irai voter, ne serait-ce que parce que je viens de recevoir ma première carte d'électeur!", confie Lise, étudiante en lettres mulhousienne. "Mais le débat paraît compliqué. C'est très institutionnel", ajoute-t-elle.

Béret vissé sur la tête pour braver le froid, le leader d'Europe écologie Alsace, Jacques Fernique, dont le mouvement est particulièrement actif dans cette campagne pour appeler à voter oui, se laisse gentiment houspiller: "Alors, on va avoir encore plus de fonctionnaires?", lui lance un passant. "Mais non, on va essayer d'être plus efficaces. Plutôt que de faire chacun dans son coin, on va faire ensemble", rétorque-t-il.

Dans cette campagne atypique, où les lignes de clivage partisan traditionnelles sont brouillées, l'élu écologiste fait cause commune avec le promoteur de la réforme, le président du Conseil régional Philippe Richert (UMP).

Cet ex-ministre des collectivités territoriales de Nicolas Sarkozy sillonne depuis des mois les arrière-salles de restaurants pour prêcher en faveur de la "Collectivité territoriale d'Alsace" (CTA). Il exhorte les électeurs à se mobiliser, car "chaque voix compte, et il n'y aura pas de deuxième tour".

#### Attention à l'abstention

Pour être adopté, ce référendum doit être entériné par au moins 25% des électeurs inscrits dans chacun des deux départements alsaciens, Bas-Rhin et Haut-Rhin.

Selon un sondage publié début mars, le oui pourrait recueillir près de trois-quarts des suffrages exprimés, mais une participation particulièrement faible dans le Haut-Rhin pourrait éventuellement bloquer le projet. Dans l'hypothèse de participation la plus pessimiste de ce sondage, le oui rassemblerait 30% des inscrits dans le Bas-Rhin, mais tout juste la limite légale des 25% dans le Haut-Rhin.

Une coalition hétéroclite du non réunit les deux extrêmes de l'échiquier politique (Front de gauche et Front national), mais aussi une bonne partie des socialistes et quelques élus UMP guère convaincus par les arguments de simplicité, plus grande efficacité et éventuelles économies mis en avant par les partisans de la CTA.

Les socialistes de Strasbourg, îlot de gauche dans une région très majoritairement de droite, regrettent notamment qu'au terme de tractations visant à ménager les susceptibilités du Haut-Rhin, le siège du futur exécutif régional ait été fixé à Colmar (chef-lieu de ce département) au lieu de la capitale régionale historique.

Au terme d'une campagne qualifiée de terne par plusieurs politologues locaux, les deux seuls ténors politiques nationaux à avoir fait le déplacement ont été Marine Le Pen (FN) et Jean-Luc **Mélenchon** (Front de Gauche). Tous deux ont choisi Mulhouse, principale agglomération du Haut-Rhin, pour y dénoncer un projet qui, selon eux, menace "l'unité" de la Nation.

La présidente du Front National a convaincu le leader régional du FN Patrick Binder - pourtant partisan d'une "France des provinces", dont celle d'Alsace -, à appeler à voter non.

Le sociologue strasbourgeois Philippe Breton explique le manque de relief de cette campagne par le fait que les partisans de la CTA ont volontairement gommé les références trop fortes à l'identité alsacienne, de peur de choquer les Français "de l'intérieur".

Le sénateur UMP André Reichardt s'inscrit en faux contre l'idée de "tourner le dos" à la France. "Au contraire, nous voulons une Alsace forte pour une France forte", résume-t-il.

Après avoir longuement hésité, le maire de Strasbourg Roland Ries (PS) a annoncé qu'il ne voterait "pas non" dimanche. Mais, fort de sa casquette aussi de sénateur, il a d'ores et déjà fait part de son intention d'être "très présent" dans le débat au parlement pour traduire dans une loi l'éventuelle adoption du projet alsacien.

Celui-ci est susceptible de s'appliquer seulement après les prochaines élections territoriales, en 2015.

mct/cds/yo/jmg

## ACCORD ANI

**Le Monde**

**Politique, jeudi 4 avril 2013, p. 11**

**Le Front de gauche dépose 4 500 amendements contre " l'accord made in Medef "**  
**Les députés, en lutte contre l'accord emploi, nient être dans l'" obstruction " et la " posture "**

Quatre mille cinq cents. C'est le nombre d'amendements que les députés Front de gauche ont déposé au projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, dont l'examen en séance a démarré mardi 2 avril. Soit presque autant que l'UMP sur le mariage homosexuel. En réalité, seuls 450 amendements ont été rédigés mais chacun a été déposé par les dix députés du groupe Gauche démocrate et républicaine. " Nous ne sommes pas dans l'obstruction, affirme cependant André Chassaigne (Puy-de-Dôme), président du groupe GDR. Mais comme nous n'avons droit qu'à deux minutes pour défendre chaque amendement nous voulons prendre le temps pour nous expliquer. "

L'objectif est clair : se faire entendre. Ils ont beau l'avoir surnommé " l'accord made in Medef ", parlementaires et élus du Front de gauche peinent à mobiliser pour leur lutte contre ce texte très technique. " On a beaucoup de mal, on en est conscients, admet Martine Billard, coprésidente du Parti de gauche. Avec ces amendements, il s'agit de montrer les dangers du texte dont l'opinion publique sait à peine qu'il existe. " L'ex-parlementaire liste trois griefs principaux : la possibilité de licencier de façon " plus rapide, plus facile et moins coûteuse ", le retour des accords de compétitivité-emploi de Nicolas Sarkozy et une " mobilité forcée ". " C'est un texte voulu, demandé et ratifié par le Medef ", déplore Marc Dolez, député du Nord.

Pour autant, le Front de gauche refuse toujours de se classer dans l'opposition. " Nous ne sommes ni dans une posture ni dans une radicalisation des relations avec le gouvernement mais dans une logique d'honnêteté politique ", assure M. Chassaigne, qui ne souhaite que " la réussite de la gauche ". L'idée, explique-t-il, est de se battre pour limiter " les conséquences néfastes " de cet accord, même s'il y a peu de chances que cela aboutisse. Le député du Puy-de-Dôme espère cependant que d'autres parlementaires de gauche les suivront. " Les socialistes sont gênés aux entournures, estimait-il récemment. Je ne peux pas imaginer que des députés socialistes attachés au changement puissent avaliser ce texte. Notre objectif est de les conduire par nos explications à prendre position. " " Cet accord est un coup de poignard dans le dos des salariés, une régression historique ", a-t-il encore dit à la tribune en défendant la motion de rejet au nom de son groupe - motion sans surprise rejetée par 123 voix contre 10.

Jean-Luc Mélenchon, lui, n'en pensait pas moins. " C'est un moment honteux de la vie de la gauche

où l'on va voir les députés solfériniens (peut-on dire socialistes à ce sujet?) refuser aux députés du Front de Gauche ce qui a toujours été le minimum des revendications du monde du travail face au capital depuis au moins un siècle ", a souligné de son côté le coprésident du PG mardi 2 avril sur son blog. D'autant que les déclarations du porte-parole du groupe PS Thierry Mandon saluant la patronne du Medef, Laurence Parisot, pour son rôle dans la signature de cet accord n'ont pas été du goût de tous. " Un bien triste spectacle " pour Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, qui rappelle que le texte devrait être voté avec des voix de droite.

La stratégie des parlementaires Front de gauche devrait cependant permettre - du moins en apparence - de resserrer les rangs en interne. " Ils se battent bien ", se félicite ainsi Mme Billard. Depuis plusieurs semaines, des tensions persistent entre les députés Front de gauche et le Parti de gauche qui ne partage pas toujours les choix des élus communistes. " Il paraît que nous avons un groupe à l'Assemblée nationale ", ironisait même Jean-Luc **Mélenchon** lors du congrès du PG à Bordeaux. M. Chassaigne rappelle, lui, " l'indépendance parlementaire ". " On décide de notre vote sans consulter une quelconque organisation politique ", souligne-t-il avant de glisser : " Pendant que certains sont sur les tribunes avec le micro en distribuant les bons et les mauvais points, nous, nous sommes la tête dans le guidon et les mains dans le cambouis. "

Hélène Bekmezian et Raphaëlle Besse Desmoulières

## **PARTI DE GAUCHE – ACTUALITES LOCALES**

### **Le Progrès (Lyon)**

**39B**

**Lons-ville, jeudi 4 avril 2013, p. Lons-ville24**

#### **Les militants du Front de Gauche lancent leurs municipales**

Une première réunion le 27 avril à La Marjorie

«Il nous était inconcevable de sortir un projet pour la ville sans faire participer les Lédoniens. »

Oui, le Front de Gauche (Parti Communiste Français et Parti de Gauche) s'engage dans la bataille des élections municipales de 2014. Non, le projet n'est pas encore défini et la liste pas encore établie. Pas de nom. « Mais nous ne sommes pas dans une stratégie du « je me présente suivez-moi » », sourit Philippe Lieboz, militant du PCF.

Question stratégie, le Front de Gauche s'aventure une fois de plus sur la voie du « prenez le pouvoir », le slogan de Jean-Luc **Mélenchon** lors de la dernière élection présidentielle.

« Notre démarche consiste à élaborer notre projet pour la ville avec ses habitants, explique Géraldine Revy, secrétaire du PCF lédonien. Nous allons organiser plusieurs réunions de quartier pour écouter leurs propositions, leurs problèmes, leurs envies, leurs préoccupations... Nous voulons être le reflet de leurs aspirations. Et seulement ensuite nous sortirons une synthèse de toutes ces rencontres. Des groupes de travail vont être constitués pour ce rendu. »

La première des réunions se tiendra le 27 avril à La Marjorie, en plein air, lors d'un apéro citoyen. Pas de thème pour celle-ci. Mais ensuite, des axes de discussion, de débat comme la gratuité des transports, le stationnement difficile, l'accès gratuit à la culture, la vie des quartiers, les améliorations à apporter à la régie de l'eau, etc., seront proposés aux participants de ces réunions. Après La Marjorie, place au centre-ville, aux Toupes, etc.

« Le but, c'est aussi que les citoyens qui s'impliquent dans ces rencontres le fassent encore après la campagne et les élections, poursuit Françoise Minetti, secrétaire du Parti de Gauche. Cela pourrait se traduire par la constitution de conseils de quartier, de comités locaux. Ils auront à donner leurs points de vue. Ils doivent devenir de vrais acteurs conscients et responsables. »

« Nous n'avons pas choisi la facilité, reprend-elle. Mais nous sommes cohérents sur la façon de mener campagne depuis la constitution du Front de Gauche en 2009. Nous ne pouvons pas faire bien sans les citoyens. »

Le Front de Gauche « ne promet pas la lune ». « Le climat est tendu. Des restrictions budgétaires sont attendues. On ne va pas faire croire au père Noël, mais un mandat dure six ans et les dépenses peuvent être étalées. Aux Lédoniens et à nous de définir les priorités, l'emploi, les services publics... »

Une première réunion le 27 avril à La Marjorie

## **Ouest-France**

### **Manche**

#### **Notes Politiques, mercredi 3 avril 2013**

#### **Parti de gauche : pas d'accord avec le PS aux élections municipales**

La coordination départementale du Parti de gauche était en réunion mardi à Coutances. Cette composante du Front de gauche dirigée par Jean-Luc **Mélenchon** compte une soixantaine d'adhérents dans le département et quatre comités locaux : Cherbourg, Saint-Lô, Coutances et Sud-Manche. Yvonne Pecoraro et Bertrand Hulin sont les deux co-secrétaires départementaux.

« Nous sommes un parti jeune, né en 2008 », rappelle Yvonne Pecoraro. Dont les axes principaux sont l'opposition aux politiques d'austérité et l'«éco-socialisme ». Un mélange rouge - vert aussi assumé dans la Manche, pays de l'atome. « Nous savons que cela ne peut se faire en un jour mais nous sommes tous pour la sortie du nucléaire. Et aussi contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou encore l'étalement urbain au détriment des surfaces agricoles.»

L'objet de la réunion était aussi de parler des prochaines échéances électorales, en l'occurrence les municipales en 2014. «Notre stratégie est d'avoir le plus possible de listes autonomes. » Pour l'heure, aucune décision n'a été prise pour la Manche.

Par contre, « nous ne serons pas sur des listes communes avec l'appareil du Parti socialiste. Nous sommes en opposition avec la politique actuelle du gouvernement ».

## **Ouest-France**

### **Châteaulin-Carhaix**

#### **Pays de Châteaulin en bref, mercredi 3 avril 2013**

#### **Une première du Front de Gauche à Pont-de-Buis**

Près de 200 adhérents et sympathisants des collectifs locaux du Front de Gauche sont venus à Pont-de-Buis samedi pour la première rencontre départementale du Front de Gauche. Militant dans une des composantes organisées (PCF, PG, Fase, GU, GA, Alternatifs) ou « encartés locaux », ils ont échangé pendant une journée sur la répartition des richesses, la transition écologique, la démocratie. Selon les militants, le FdG « est le seul outil politique susceptible de porter une alternative à l'austérité mise en oeuvre par les gouvernements passés ou actuel ». Pascale Le Néouannic, secrétaire du Parti de Gauche et animatrice nationale du Front de Gauche a conclu la journée en invitant les Finistériens à renouveler l'expérience...